

## Bulletin d'histoire politique

Jacques Daniel D., *La fatigue politique du Québec français*,  
Boréal, 2008, 160 p.

Sébastien Parent



Volume 18, numéro 2, hiver 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054819ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054819ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Parent, S. (2010). Compte rendu de [Jacques Daniel D., *La fatigue politique du Québec français*, Boréal, 2008, 160 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 18(2), 287–289. <https://doi.org/10.7202/1054819ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jacques, Daniel D., *La fatigue politique du Québec français*, Boréal, 2008, 160 p.

Sébastien Parent  
*Doctorant en histoire*  
UQAM

Disons-le d'entrée de jeu, le point de vue de l'auteur risque de choquer les nationalistes espérant encore assister un jour à la souveraineté du Québec. Or il n'est pas tellement dans notre intention ici de discuter de cette proposition récurrente au fil de la lecture qui consiste à rejeter carrément l'idéal souverainiste en raison de la « fatigue politique » qui lui est accolée. « C'est le sentiment d'un tel échec collectif, écrit Daniel Jacques, d'un tel inachèvement dans notre être commun, qui est à la source des divers essais qui composent le présent ouvrage » (p. 8). Cette thèse n'est en soi pas très neuve et sert épisodiquement à mettre le feu à la poudrière péquiste. Elle rappelle les propos de tous ceux qui, depuis quelques années, s'en prennent à la stratégie étapiste du Parti québécois, et se prête davantage à une discussion dans les pages d'une revue de science politique. Nous préférons nous arrêter à ce qui apparaît être dans ce bref essai le plus intéressant pour l'historien, c'est-à-dire cette représentation historique de la Révolution tranquille inscrite au cœur du livre qui annonce une réconciliation avec le concept de mémoire nationale canadienne-française. À cet égard, l'ouvrage de Jacques semble se faire l'écho, sans le dire explicitement, et on le regrettera, d'une tendance historiographique toute récente à laquelle aucun historien ne peut rester indifférent.

L'ouvrage est divisé en cinq courts chapitres dont deux constituent une suite en plus de reprendre le titre de l'essai. Dans la notice bibliographique placée en fin d'ouvrage, l'auteur présente les références d'où sont tirés les chapitres. Seul le dernier est inédit mais pas pour longtemps puisque VLB en a aussi les droits. Il s'agit donc d'une pensée connue et réfléchie sur près de dix ans qui amène l'auteur à développer une intuition qu'il présente comme étant sa seconde thèse. Pour Jacques, la fracture culturelle opérée par la Révolution tranquille n'est pas si limpide; « [i]l y a

là, dit-il, un élément de continuité qui traverse notre destin, au-delà de la rupture opérée par l'imaginaire révolutionnaire, et qui permet d'enlacer autrement les différents moments de notre devenir collectif» (p. 13). La démonstration s'appuie alors sur une relecture de la pensée d'une série d'auteurs, principalement Borduas, Aquin, Dumont et Lévesque, ayant assisté et participé à la construction de l'objet national québécois sur les ruines de la référence canadienne-française, laquelle, en vient-on à comprendre rapidement, est ici remise en jeu.

C'est en rappelant l'édification des premières interprétations de la Révolution tranquille que l'auteur nous amène à revoir notre rapport collectif au Canada français. Fondées sur le rejet d'un ordre social que l'on pourrait, en tournant les coins ronds, résumer au clérico-nationalisme, les premières interprétations en sont venues à céder «à un irréprouvable désir de rompre avec un passé désormais jugé accablant» (p. 21). Toute une littérature s'est en effet constituée en tant que projet culturel visant à remodeler la rétrograde image nationale du Canada français dans une nouvelle forme québécoise, moderne et, aime-t-on penser, libérée de toutes contraintes. Autrement dit, la Révolution tranquille a d'abord incarné un renouveau dans lequel la référence canadienne-française a été riviée au pilori. Ce point de départ, Jacques en a fait le lieu de convergence de sa propre critique de la Révolution tranquille et de son principal legs, c'est-à-dire la possibilité collective de faire l'indépendance politique du Québec.

Nous l'avons dit, nous ne tenterons pas ici d'établir le bien-fondé de cette analyse politique. On reprochera plutôt à l'auteur d'avoir esquinté sans explication toute une page de l'historiographie de la Révolution tranquille, surtout qu'il s'agit de son principal fil conducteur. Depuis cinquante ans, depuis que s'est instruit le procès de la tradition nationale canadienne-française dont il parle abondamment en se référant à des personnages cultes, bien de l'eau a coulé sous les ponts. Le Canada français, honni il est vrai dans les premières interprétations de la Révolution tranquille comme en témoigne Jacques, a été réévalué par les chercheurs qui en ont fait une période moins sombre qu'il n'y paraissait. On ne sent pas dans l'ouvrage pareil cheminement, sinon que timidement (entre autres dans une note que l'on retrouve à la page 156 qui renvoie à un dossier publié dans la revue *Globe*). Par conséquent, en lisant cet essai, on a l'étrange sentiment que les interprétations de la Révolution tranquille qui se sont imposées au sein de l'académie historique à partir des années 1980, et qui ont entre autres littéralement rompu avec le discours des premiers interprètes du duplessisme, n'existent pas, même si l'auteur «doute qu'à cette époque les mœurs politiques de la Belle Province aient souffert d'une comparaison avec celles du Manitoba ou de l'Alabama» (p. 31).

On comprend bien que le propos de Jacques ne met pas en scène la pratique historique contemporaine, mais qu'il limite ses commentaires à

la mémoire collective développée depuis les années 1960. Contrairement à l'histoire, on pourrait le dire ainsi, la mémoire collective n'a pas tellement évolué, comme l'a rappelé à quelques occasions un autre auteur de Québec, Jocelyn Létourneau, c'est-à-dire qu'elle est restée accrochée à cette image de sortie abrupte, voire mythique, d'un « passé qui ne passe pas » encore. Puisque cette contribution ne fraie pas dans des eaux différentes et qu'elle exclut de l'analyse les récits savants de la Révolution tranquille et de son faire-valoir, une certaine grande noirceur, elle ne suscitera pas tellement l'intérêt de l'historien, qui aura surtout la mauvaise impression que l'historiographie a été ici amputée de trente ans de recherches.

En revanche, le travail de l'auteur ramène à la conscience des historiens une perspective très actuelle et non dénuée de pertinence pour sa pratique. On reconnaîtra qu'en bon philosophe, Jacques sait traduire l'esprit de son temps et arrive ainsi à cerner l'un des enjeux historiographiques présents. En effet, au-delà de son cadre politique, son questionnement quant à la possibilité d'un retour au Canada français n'est pas étranger aux plus récentes discussions historiques sur la nature de la Révolution tranquille ramenant sur le tapis des éléments que l'on croyait enfouis à tout jamais. On souhaiterait qu'il en traite davantage.